leurs domaines ; une ordonnance royale du 20 juin 1802 interdit aux seigneurs de confier les fonctions d'alcaldes mayors à des gens de leur maison & soumit la nomination des juges seigneuriaux à la confirmation royale[1].

Avec l'extension démesurée de leurs pouvoirs, il y avait à craindre que les corrégidors ne devinssent de véritables tyrans; & cette crainte n'était pas absolument vaine, car les corrégidors d'Amérique avaient la plus détestable réputation. Les hommes hardis qui sollicitaient un corrégidorat au Mexique ou au Pérou entendaient faire fortune en revendant aux Indiens, à des prix exorbitants, les marchandises d'Europe, dont une loi malavisée les faisait entreposeurs. Leur rapacité était proverbiale. Lors de la guerre contre l'Inca, Tupac-Amaru, D. José del Valle, général de l'armée espagnole, disait que « les corrégidors permettraient la défaite & la perte de l'armée royale plutôt que de lâcher un homme qui leur devrait six *varas* de molleton[2]. » En Espagne, les corrégidors en usèrent avec beaucoup plus de modération; la perspective d'une reddition de comptes, le contrôle incessant de l'opinion publique conseillaient la prudence à tous ceux qui eussent été tentés d'abuser. D'autre part, la courtoisie & la discrétion naturelles à l'Espagnol, sa nonchalance même, suffisaient à neutraliser les fâcheux effets d'une omnipotence qui eût été dangereuse en d'autres pays. Le plus souvent, le corrégidor était un homme grave & bien élevé, très respectueux de la forme, peu soucieux de se créer des affaires, & pensant volontiers que « ce qui ne se fait pas un jour se fait le lendemain. » Les corrégidors étaient généralement fort considérés; quelques-uns devenaient populaires, comme D. José Antonio de Armona, corrégidor de Madrid sous Charles III. Ce magistrat étant tombé malade, les couvents célébrèrent des offices pour sa guérison, des grands, des gens titrés, une foule immense

avait été successivement alcalde mayor à Palencia, Salamanque, Teruel & Malaga, corrégidor d'Orense, de Villena, d'Andujar, de Lorca & d'Arevalo, & auditeur de la chancellerie de Valladolid.

1. *Nov. Rec.*, VII, XI, 32.

2. Lettre du 3 octobre 1781. Ferrer del Rio. *Historia del reinado de Carlos III en España*. Madrid, 1856; 4 vol. in-8°, t. III, p. 452.

(c) 2008 Real Academia de Jurisprudencia y Legislación